

DANS L'ACTUALITE du 9 au 11 avril 2013

Textes officiels

JORF n°0084 du 10 avril 2013

Le barème kilométrique pour 2012 publié

[Arrêté du 29 mars 2013 définissant le barème national des prestations d'entretien et d'exploitation réalisées par les directions interdépartementales des routes](#)

JORF n°0083 du 9 avril 2013

Emissions industrielles : transposition des chapitres V et VI de la directive 2010/75/UE

Publication au JORF d'un décret concernant les exploitants des installations et activités utilisant des solvants organiques et les exploitants des installations produisant du dioxyde de titane.

[Arrêté du 28 février 2013 portant transposition des chapitres V et VI de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles \(prévention et réduction intégrées de la pollution\)](#)

Indice du coût de la construction (ICC) - quatrième trimestre 2012

[Avis relatif à l'indice du coût de la construction du quatrième trimestre 2012 \(décret n° 2009-1568 du 15 décembre 2009\)](#)

Projet / Proposition de loi

Protection des lanceurs d'alerte : adoption définitive

[La proposition de loi relative à l'indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement et à la protection des lanceurs d'alerte a été adoptée le 3 avril 2013, sans modification, en deuxième lecture par le Sénat](#)

Source : Sénat du 03/04/2013

Proposition de loi relative à la Zone dite des 50 pas géométriques dans les départements d'outre-mer

[Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques](#)

Source : Sénat, dossier législatif du 10/04/2013

Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles

[Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, texte n° 495 déposé au Sénat le 10 avril 2013](#)

Source : Sénat, dossier législatif du 10/04/2013

Jurisprudence

Expropriation

Expropriation : délai de forclusion d'une annulation de déclaration d'utilité publique

Le délai de forclusion d'une annulation de déclaration d'utilité publique n'est pas interrompu par une saisine de la cour de cassation pour annuler une ordonnance d'expropriation.

[Cour de cassation 16 janvier 2013 *Mmes X. et Y.*, pourvoi n° 12-10.107](#)

Procédure contentieuse

Effets du refus de signer la notification d'un acte remis en mains propres

Lorsque l'administration remet un acte en mains propres à son destinataire, le délai de recours contentieux contre cet acte court à compter de cette notification, dès lors que l'acte comporte l'indication des voies et délais de recours, et ce alors même que l'intéressé a refusé de signer.

[CE 25 mars 2013 *SIIM 94*, req. n° 352586](#)

Réponse ministérielle

Comment se calcule le délai de « stand still », préalable à la signature du contrat de marché public ?

[Rép. min. n° 18835, JOAN du 2 avril 2013](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

Consulter les entreprises par SMS, c'est possible... mais peu sûr

[Le Code des marchés publics permet à l'acheteur, pour les marchés d'un montant inférieur à 90 000 euros HT, de choisir librement les modalités de publicité adaptées au montant et à la nature des travaux, fournitures ou services en cause. Cette liberté va-t-elle jusqu'à permettre la sollicitation des entreprises du secteur par SMS ? Telle est la question posée à Bercy par Pascal Terrasse, député \(SOC\) de l'Ardèche.](#)

Source : le Moniteur du 10/04/2013

Délais de paiement : trouver un point d'équilibre entre acheteur public et fournisseur

[Le décret du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique \(voir ci-contre notre article du 4 avril\) impose désormais à l'ensemble des pouvoirs adjudicateurs de respecter un délai maximum de 30 jours pour le paiement de leurs prestataires.](#)

Source : localtis.info du 09/04/2013

Urbanisme

Décentralisation et réforme de l'action publique

[La ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique a présenté un projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, un projet de loi de mobilisation des régions pour la croissance et l'emploi et de promotion de l'égalité des territoires et un projet de loi de développement des solidarités territoriales et de la démocratie locale.](#)

Source : Conseil des ministres du 10/04/2013

Fiscalité de l'urbanisme : un arrêté précise les services compétents pour la liquidation

[Un arrêté ministériel, publié au Journal officiel du 7 avril 2013, prend acte de la réforme de la fiscalité de l'urbanisme par la loi du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010. L'article 28 de ce texte législatif a en effet modifié en profondeur la fiscalité de l'aménagement en la rassemblant dans un seul chapitre du Code de l'urbanisme et en remplaçant, pour les autorisations d'urbanisme déposées à compter du 1er mars 2012, six taxes locales d'urbanisme par deux nouvelles taxes :](#)

Source : localtis.info du 08/04/2013

Les aménageurs invitent à repenser l'offre de logements

[A l'heure où le mot d'ordre est « densité », le Syndicat national des aménageurs lotisseurs \(Snal\) livre des chiffres montrant un net recul des mises en chantier d'opérations aménagées. Explication : le secteur diffus, moins encadré, en profite. Le Snal invite donc à plus de souplesse pour concevoir des produits mieux adaptés au pouvoir d'achat, très contraint, des ménages. Et livre trois préconisations pour relancer la construction de logements.](#)

Source : le Moniteur du 08/04/2013

Eiffage pose ses droits d'auteur sur la ville de 2030

[Jeudi 4 Avril, Pierre Berger, PDG d'Eiffage, a présenté la ville de Grenoble telle que ses ingénieurs, accompagnés de ceux de Poma et Dassault systèmes, l'imaginaient en 2030. Voyage en images à travers «la rue nue»[®], «l'urbanbridge»[®]ou « le modul'air»[®], une série de concepts aux noms d'ores et déjà déposés.](#)

Source : le Moniteur du 08/04/2013

Rapport sur le droit de préemption

[Le droit de préemption \(DPU-ZAD-ENS\). Difficultés d'application et perspectives d'évolution.](#)

Source : le GRIDAUH du 26/03/2013

Environnement

Grâce aux CEE, la France déjà conforme à la directive européenne

[Grâce au dispositif des certificats d'économies d'énergie, la France est dans « une situation d'ores et déjà conforme » à la directive européenne sur l'efficacité énergétique, a déclaré le 9 avril Delphine Batho.](#)

Source : le Moniteur du 10/04/2013

Delphine Batho dresse un "premier bilan" de la politique environnementale du gouvernement

[Intervenant en clôture du 37e congrès de France Nature Environnement \(FNE\) le 5 avril à Clermont-Ferrand, la ministre de l'Ecologie, Delphine Batho, a dressé un "premier bilan" de la politique environnementale du gouvernement.](#)

Source : localtis.info du 08/04/2013

Presse

SNCF : les régions demandent des comptes

[Les conseils régionaux réclament à la compagnie ferroviaire plus de transparence dans la gestion des TER. Celle-ci promet de fournir pour la mi-juin une comptabilité par ligne et un socle minimum d'indicateurs techniques.](#)

Source : les Echos du 10/04/2013

Hôtels-Dieu, prisons, palais de justice... la nouvelle jeunesse des vieilles pierres

[Les monuments historiques sont la cible des promoteurs.](#)

Source : les Echos du 10/04/2013

Le pataquès du Grand Marseille

[Le 10 avril, l'Etat lance le projet Marseille Métropole. Mais la riche périphérie rechigne à s'associer à une ville frappée par la pauvreté](#)

Source : le Monde du 10/04/2013